

TABLE DES MATIÈRES

Préface	1
---------	---

Titre I **La demande** Sophie Warzée

Introduction	5
--------------	---

Chapitre 1

La nécessité d'une demande	5
-----------------------------------	---

Section 1 La demande écrite	6
-----------------------------	---

A. L'accusé de réception	6
--------------------------	---

B. La polyvalence des demandes	7
--------------------------------	---

Section 2 L'octroi d'office	8
-----------------------------	---

Section 3 Le préalable administratif	9
--------------------------------------	---

A. Introduction : l'instruction administrative	9
--	---

B. Le principe	10
----------------	----

Chapitre 2

L'auteur de la demande	12
-------------------------------	----

Section 1 La notion d'assuré social	12
-------------------------------------	----

Section 2 Le mandataire	12
-------------------------	----

Section 3 Les personnes qui ne sont pas des assurés sociaux	13
---	----

Chapitre 3

L'introduction de la demande	13
-------------------------------------	----

Section 1 L'organisme compétent	14
---------------------------------	----

Section 2 L'organisme incompétent	14
-----------------------------------	----

Section 3 La validation de la demande	15
---------------------------------------	----

Chapitre 4		
Les devoirs des institutions de sécurité sociale		15
Section 1	Le devoir d'information	16
A.	Le principe	16
B.	Les applications	20
Section 2	Le devoir de conseil	22
A.	Le principe	22
B.	Les applications	23
Section 3	La transmission des demandes d'informations ou de conseils destinées à un autre organisme	23
Section 4	La notification de la décision	24

Titre II

La phase administrative, dite du « préalable administratif »

Jean-Hwan Tasset

Introduction		27
Section 1	Les limites du sujet	27
Section 2	La procédure administrative – La notion de préalable administratif	29

Chapitre 1		
La notion de décision		32
Section 1	L'acte administratif – La décision (administrative) en sécurité sociale	32
A.	Les éléments tirés des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973	33
B.	Les éléments tirés de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs	40
C.	Les éléments tirés de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la Charte » de l'assuré social	47
D.	Tentative de synthèse	54
Section 2	Les différentes décisions en sécurité sociale	55
A.	La décision d'octroi ou de refus	56
B.	La décision de révision	59
C.	La décision de sanction	71

D. La décision de répétition de l'indu – La décision de récupération d'office	72
Chapitre 2	
Les droits et obligations de l'auteur de la décision	75
Section 1 Les pouvoirs	75
A. L'enquête	75
B. L'échange d'informations	78
C. Le privilège du préalable – Le privilège de l'exécution d'office	81
D. Le retrait d'acte	84
Section 2 Les devoirs	88
A. Le respect des droits de la défense et du contradictoire, en ce compris l'audition et l'accès au dossier	89
B. Le respect du délai raisonnable	93
C. Le respect de l'obligation de motiver	95
D. Le respect de l'autorité de la chose décidée – Le respect de l'autorité de la chose jugée	97
E. Le respect du principe de légalité	99
Chapitre 3	
La notification de la décision	100
Section 1 L'obligation de notifier	100
Section 2 Les modes de notification	102
Section 3 Les mentions obligatoires de la notification	104
Section 4 Le destinataire de la notification	105
Section 5 Les conséquences de l'absence de notification ou de la notification irrégulière	106

Titre III
Le délai de recours

Charles-Éric Clesse

Considérations liminaires	111
Chapitre 1	
Les délais de recours	112
Section 1 Les divers délais de recours	112
A. Le principe : un délai de trois mois	112
B. Les exceptions : des délais plus favorables et...	112
C. ... des délais moins favorables	113
Section 2 Le <i>dies a quo</i> du délai de recours	113
A. Considérations liminaires	113
B. La notification	114
Chapitre 2	
Les décisions de récupération de l'indu	119
Section 1 Considérations liminaires	119
Section 2 Notions	119
Section 3 Le privilège du préalable, préliminaire obligatoire à toute discussion sur l'ouverture d'un droit de recours	120
A. La notion de privilège du préalable	120
B. Les institutions de sécurité sociale disposant du privilège du préalable	121
Section 4 La décision émane d'une institution disposant du privilège du préalable	124
A. Première hypothèse : une décision à double détente	124
B. Seconde hypothèse : une décision en deux étapes	125
Section 5 La décision émane d'une institution ne disposant pas du privilège du préalable	126
Section 6 Les reconnaissances de dettes	126

Titre IV

Le tribunal compétent

Michel Westrade et Rudy Ghyselincx

Introduction	129
Chapitre 1	
La compétence matérielle	129
Section 1 L'historique	130
Section 2 Généralités et relevé des articles du Code judiciaire	131
A. Les généralités	131
B. Relevé des articles du Code judiciaire	132
Section 3 Les compétences partagées	133
A. Le personnel statutaire	133
B. Les allocations familiales	136
Section 4 Les indépendants : recouvrement des cotisations par voie de contrainte	139
A. Les caisses d'assurances sociales	139
B. Autres organismes de sécurité sociale	142
Section 5 Le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante	144
Section 6 La nature des relations de travail	146
A. Introduction	146
B. Les principes et les critères	148
C. Le ruling social et la section administrative de la Commission	151
D. La compétence des juridictions du travail	154
Section 7 Les pensions complémentaires	156
A. Introduction	156
B. Structures et acteurs	157
C. La compétence du tribunal du travail	159
Section 8 Là où pointe le droit pénal	160
A. Les attributions des inspecteurs sociaux et la compétence du président du tribunal du travail	161
B. Les lois du 3 décembre 2006	171
Section 9 Autres organismes de sécurité sociale	180
A. L'Office national de sécurité sociale pour les administrations provinciales et locales (O.N.S.S.A.P.L.)	180
B. L'Office de sécurité sociale d'outre-mer (OSSOM)	181
ANTHEMIS	545

Section 10	Les droits des demandeurs d'asile	181
A.	Introduction à la loi du 12 janvier 2007	181
B.	Les nouvelles compétences des juridictions du travail	185
Chapitre 2		
La compétence territoriale		187
Section 1	L'historique	188
Section 2	Les généralités et le relevé des articles du Code judiciaire	188
Chapitre 3		
Les solutions en cas d'incompétence		190
Section 1	Le tribunal d'arrondissement	190
Section 2	Le juge règle lui-même le conflit de compétence	191
Section 3	L'accord des parties	192
Section 4	Les incidents de répartition	192
Titre V		
L'acte introductif d'instance en sécurité sociale		
Simon Palate et Steve Gilson		
Introduction		195
Chapitre 1		
Le choix du mode introductif d'instance		196
Section 1	L'incidence de la loi du 13 décembre 2005	196
Section 2	La requête informelle	198
A.	Le champ d'application de l'article 704, § 2, du Code judiciaire	198
B.	Les difficultés d'interprétation	201
C.	Les matières de sécurité sociale exclues du champ d'application de l'article 704, § 2, du Code judiciaire	204
Section 3	La requête contradictoire	206
A.	Le texte de l'article 704, § 1 ^{er} , du Code judiciaire	206
B.	Les matières exclues de l'article 704, § 2, du Code judiciaire	207
Section 4	Les sanctions applicables au choix du mode introductif d'instance	209

A.	Utilisation de la requête contradictoire ou de la citation au lieu de la requête informelle	209
B.	Utilisation d'une requête informelle au lieu d'une requête contradictoire	209
C.	Utilisation d'une citation au lieu d'une requête contradictoire	210
Chapitre 2		
Les régimes applicables au mode introductif d'instance		211
Section 1	Le régime de la requête informelle	211
A.	Caractéristiques	211
B.	Le rôle de l'auditorat du travail dans le cadre de l'introduction d'une action au moyen d'une requête informelle	216
C.	Les sanctions	219
Section 2	Le régime de la requête contradictoire de l'article 704, § 1 ^{er} , du Code judiciaire	219
A.	Généralités	219
B.	Les mentions et formalités prévues par les articles 1034 <i>bis</i> et suivants	219
C.	La procédure d'introduction de la requête contradictoire	223
D.	Sanctions	223
Titre VI		
Le rôle d'information de l'auditorat du travail		
Charles-Éric Clesse		
Introduction		229
Chapitre 1		
Le cadre légal		230
Section 1	Le texte légal	230
Section 2	Les pouvoirs octroyés	230
Section 3	La notion de « renseignements administratifs »	231
A.	Le type de renseignements demandés	231
B.	Les organismes à qui s'adresser	231
ANTHEMIS		547

Appendice

Un parallèle : l'auditorat près le Conseil d'État ? 234

Chapitre 2

Les demandes de renseignements médicaux : entre devoir d'information et secret médical 234

Section 1	Étendues et limites du secret médical	234
A.	Le médecin traitant	234
B.	Le médecin-expert et le médecin-conseil	236
C.	Exclusion du secret professionnel	237
Section 2	La nécessité d'obtenir un certificat ou un dossier médical en cours d'information	237
Section 3	Le médecin-conseil et le secret médical	238
A.	Le secret médical et les éléments constatés par le médecin-conseil	238
B.	Le secret médical et les informations données par le médecin traitant au médecin-conseil	240
Section 4	Le médecin traitant et le secret médical	241
A.	Les dossiers et certificats médicaux remis en tant que « dossiers confidentiels »	241
B.	Les dossiers médicaux dont le dépôt est ordonné par la juridiction du travail	241
Section 5	Divers médecins et le secret médical	242

Titre VII

Déroulement de l'instance

Christophe Verdure

Chapitre 1

La mise en état des causes : les traits saillants 243

Section 1	Introduction	243
Section 2	L'accord entre parties	245
A.	Le calendrier amiable	245
B.	Le renvoi au rôle	246
C.	La remise	247
Section 3	L'absence d'accord entre parties	247

Section 4	Questions diverses	248
A.	La diminution des délais	248
B.	Les débats succincts	249
Chapitre 2		
Mesures avant dire droit		251
Section 1	Introduction	251
Section 2	Mesures d’instruction	253
A.	Principes directeurs	253
B.	Production de documents	253
C.	Vérification d’écritures	256
D.	Faux civil	259
E.	Enquête	262
F.	Production d’attestation	276
G.	Expertise	277
H.	Interrogatoire des parties	295
I.	Serment	300
J.	Descente sur les lieux	301
Section 3	Réouverture des débats	303
A.	Principes	303
B.	Applications en sécurité sociale	305
Section 4	Mesures destinées à régler provisoirement la situation des parties	307
A.	Principes	307
B.	Applications en sécurité sociale	308
Chapitre 3		
Le rôle de l’auditorat du travail		311
Section 1	Préliminaires	311
Section 2	Les causes communicables et la prise en communication	311
A.	Les causes obligatoirement communicables	312
B.	Les causes facultativement communicables	312
C.	Les causes communiquées par le tribunal ou la cour	312
Section 3	L’information complémentaire	313
Section 4	L’avis du ministère public	314
A.	Le ministère public est un et indivisible	314
B.	La communication de la cause	314
ANTHEMIS		549

C.	La portée de l’avis du ministère public	314
D.	Les différentes formes d’avis	315
Section 5	Le droit de réplique	317
A.	Considérations liminaires	317
B.	Historique de la réforme	318
C.	Le droit de réplique : un droit propre aux parties qui comparaissent	319
D.	Le droit de réplique : un droit limité	319
E.	Les modalités du droit de réplique	320
Section 6	L’absence de pouvoir d’injonction du siège à l’égard de l’auditorat et la problématique des dossiers pénaux	322
A.	Considérations liminaires	322
B.	Le secret de l’information et l’article 125 du tarif criminel	322
Section 7	Le délibéré	323
 Chapitre 4		
Les demandes incidentes		325
Section 1	Introduction	325
A.	Limites du sujet	325
B.	Typologie des demandes – Rappels des principes	326
Section 2	L’introduction des demandes – Autonomie ou interdépendance ?	329
A.	La recevabilité des demandes incidentes	329
B.	Le lien avec la demande principale – Nécessaire ou facultatif ?	334
C.	La demande nouvelle par modification de l’objet ou de la cause	336
D.	La prescription et/ou la forclusion	338
Section 3	Les demandes incidentes et l’opposition	342
Section 4	Les demandes incidentes en degré d’appel	345
A.	Rappel des principes	345
B.	Les conséquences de l’effet dévolutif de l’appel	349
Section 5	Quelques questions particulières	352
A.	La demande incidente et les dépens	352
B.	La demande incidente et l’article 806 du Code judiciaire	352
C.	La demande incidente et la réouverture des débats	353

D. La demande incidente et les répliques à l'avis du ministère public	354
Conclusion	354
Chapitre 5	
Les missions particulières du tribunal du travail	355
Section 1 Le ruling social	355
Section 2 Les infractions pénales « poursuivies » devant le juge civil	356
Chapitre 6	
Les dépens en matière de sécurité sociale	361
Introduction	361
Section 1 La notion de dépens	362
A. Les droits divers, de greffe et d'enregistrement, ainsi que les droits de timbre qui ont été payés avant l'abrogation du Code des droits de timbre (art. 1018, 1 ^o , du Code judiciaire)	363
B. Le coût et les émoluments et salaires des actes judiciaires (art. 1018, 2 ^o , du Code judiciaire)	364
C. Le coût de l'expédition du jugement (art. 1018, 3 ^o , du Code judiciaire)	366
D. Les frais de toutes mesures d'instruction, notamment la taxe des témoins et des experts (art. 1018, 4 ^o , du Code judiciaire)	366
E. Les frais de déplacement et de séjour des magistrats, des greffiers et des parties lorsque leur déplacement a été ordonné par le juge, et les frais d'actes, lorsqu'ils ont été faits dans la seule vue du procès (art. 1018, 5 ^o , du Code judiciaire)	368
F. Les frais d'exécution (art. 1024 du Code judiciaire)	369
Section 2 Le régime de l'indemnité de procédure	370
A. Introduction	370
B. Condition d'octroi spécifique : la nécessité de l'intervention d'un avocat	371
C. Nature de l'indemnité de procédure	372
D. Montant de l'indemnité de procédure	373
E. Hypothèses particulières	376
Section 3 La condamnation aux dépens : le principe de l'article 1017, alinéa 1 ^{er} , du Code judiciaire	388
ANTHEMIS	551

A.	Introduction	388
B.	Nécessité d'un jugement définitif	388
C.	Les particularités de la procédure en référé	389
D.	Nécessité d'une partie qui succombe	390
E.	Nature de la décision condamnant aux dépens	395
F.	Liquidation des dépens	395
G.	Intérêts sur les dépens	396
Section 4	Les exceptions au principe	397
A.	Les exceptions générales	397
B.	La compensation (art. 1017, al. 4, du Code judiciaire)	398
C.	L'abus de droit	399
Section 5	L'exception particulière en matière de sécurité sociale : l'article 1017, alinéa 2, du Code judiciaire	403
A.	Principe	403
B.	Conditions d'application	404
C.	Incidence de la juridiction saisie	408
D.	Situation des prestations de sécurité sociale dans le secteur public	408
E.	Indu	410
Section 6	L'exception à l'exception : la procédure téméraire ou vexatoire	410
Annexe		
Indemnités de procédure (2011)		413

Titre VIII

Les pouvoirs du juge dans le contentieux de la sécurité sociale

Jean-François Neven et Hugo Mormont

Chapitre 1

Les caractéristiques générales du contentieux		417
Section 1	Un contentieux d'ordre public	417
Section 2	Un contentieux subjectif	418
Section 3	Un contentieux qui reste soumis au principe dispositif	419
Section 4	Une contestation portant sur des droits à caractère civil au sens de l'article 6 de la C.E.D.H.	423

Chapitre 2

Les pouvoirs du juge selon la nature de la décision administrative	424
Section 1 Principes	424
Section 2 Les applications les plus courantes	427
A. Les décisions d’octroi, de refus, de retrait ou de révision d’une prestation	427
B. Les décisions d’assujettissement et de « désassujettissement »	429
C. Les décisions de récupération de l’indu	430
D. Les décisions statuant sur les demandes de renonciation à récupérer l’indu	431
E. Les décisions de renonciation aux sanctions civiles à charge des débiteurs de cotisations et les décisions de dispense de cotisations	433
F. Les décisions statuant sur les demandes de dérogation à des conditions d’octroi	435
G. Les sanctions administratives en général	437
H. Les sanctions administratives ayant un caractère pénal	442

Chapitre 3

Les pouvoirs du juge en rapport avec les parties au litige	449
---	-----

Chapitre 4

Les pouvoirs du juge en rapport avec l’évolution du litige	453
Section 1 La prise en compte des faits nouveaux	453
Section 2 La problématique des décisions administratives successives	454

Titre IX

Emploi des langues

Christophe Bedoret et Gauthier Mary

Introduction	459
--------------	-----

Chapitre 1

Lois coordonnées sur l’emploi des langues en matière administrative	460
Section 1 Notions	460

Section 2	Les régions linguistiques	460
Section 3	Les institutions locales	461
A.	Les institutions de la région de langue française, à l'exception de celles des « communes malmédiennes » et des « communes de la frontière linguistique »	461
B.	Les institutions de la région de langue néerlandaise, à l'exception de celles des « communes périphériques » et des « communes de la frontière linguistique »	462
C.	Les institutions de la région de langue allemande	462
D.	Les institutions des « communes malmédiennes »	462
E.	Les institutions des « communes de la frontière linguistique »	462
F.	Les institutions établies dans la Région de Bruxelles-Capitale	462
G.	Les institutions des « communes périphériques »	463
Section 4	Les institutions régionales	463
A.	Les institutions de la région de langue française, dont l'activité s'étend à des communes sans régime spécial	463
B.	Les institutions de la région de langue néerlandaise, dont l'activité s'étend à des communes sans régime spécial	463
C.	Les institutions de la région de langue allemande	463
D.	Les institutions dont l'activité s'étend à des communes soumises à un régime spécial (« communes malmédiennes », « communes de la frontière linguistique » et « communes périphériques »)	463
E.	Les institutions de la Région de Bruxelles-Capitale	464
F.	Les institutions dont l'activité s'étend à plusieurs régions linguistiques	464
Section 5	Les institutions nationales	464
Section 6	Les effets des lois coordonnées	465
Chapitre 2		
Loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire		466
Section 1	Notions	466
Section 2	Les régions linguistiques	467
A.	La région où la procédure a lieu en langue française	467
B.	La région où la procédure a lieu en langue néerlandaise	467
C.	La région où la procédure a lieu en langue allemande	468
D.	L'arrondissement administratif de Bruxelles	468
E.	L'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde	469

Section 3	Le changement de langue	469
Section 4	Les effets de la loi	472
Chapitre 3		
Normes supranationales		473
Section 1	Les règlements européens relatifs aux travailleurs migrants	473
Section 2	Les conventions bilatérales de sécurité sociale	474
Chapitre 4		
Questions spéciales		480
Section 1	Problèmes	480
A.	Devant le Tribunal du travail de Bruxelles	480
B.	Devant les juridictions d'autres arrondissements	480
Section 2	Solutions	481
A.	À Bruxelles, en cas d'accord des parties	482
B.	À Bruxelles, si une des parties fait défaut	483
C.	À Bruxelles, si une des parties ne marque pas son accord	484
D.	Devant d'autres tribunaux?	485
Titre X		
Péremption		
Christophe Bedoret et Gauthier Mary		
Chapitre 1		
Notion		487
Chapitre 2		
Conditions		487
Chapitre 3		
Effets		489
Chapitre 4		
Bénéficiaires		490
Chapitre 5		
Levée de péremption		491
ANTHEMIS		555

Section 1	Notion	491
Section 2	Procédure	492
Section 3	Décisions	493
Section 4	Dépens	495
Section 5	Recours	495

Titre XI

Voies de recours ordinaires

Christophe Bedoret et Gauthier Mary

Chapitre 1

Opposition		497
Section 1	Notion	497
A.	Définition	497
B.	Jurisdiction compétente	497
Section 2	Objet	498
A.	Principe	498
B.	Exceptions	499
Section 3	Acte d'opposition	499
A.	Formes	499
B.	Mentions	500
C.	Délai	500
Section 4	Recevabilité	502
A.	Qualité	502
B.	Intérêt	502
C.	Demandes incidentes	503
Section 5	Effets	503
A.	Suspensif	503
B.	Relatif	503
C.	Dévolutif	503

Chapitre 2

Appel		503
Section 1	Notion	503
A.	Définition	503
B.	Jurisdiction compétente	504

Section 2	Objet	505
A.	Principe	505
B.	Exceptions	505
C.	Extensions	506
Section 3	Acte d'appel	507
A.	Formes	507
B.	Mentions	509
C.	Délais	513
Section 4	Recevabilité	515
A.	Qualité	515
B.	Intérêt	516
C.	Appel indivisible	517
D.	Appel incident	517
Section 5	Effets	517
A.	Dévolutif	518
B.	Relatif (tantum devolutum, quantum appellatum)	518
C.	Suspensif	518
Section 6	Cumul	519
A.	Appel et opposition	519
B.	Appel et tierce opposition	519
Section 7	Questions spéciales	519
A.	Débats succincts	519
B.	Exécution provisoire	520
C.	Renvoi vers le tribunal	521
D.	Procédure dilatoire ou abusive	522
E.	Assistance judiciaire en appel	523

Titre XII

Voies de recours extraordinaires

Christophe Bedoret et Gauthier Mary

Chapitre 1

Cassation 525

Section 1 Notion 525

Section 2 Objet 526

A. Principe	526
B. Exception	526
Section 3 Pourvoi	526
A. Forme	526
B. Mentions	527
C. Délais	527
D. Requêtes, mémoires et pièces	527
Section 4 Recevabilité	528
A. Qualité	528
B. Intérêt	528
C. « Pourvoi reconventionnel »	529
Section 5 Questions spéciales	529
A. Désistement	529
B. Renvoi après cassation	529
C. Aide juridique et assistance judiciaire en cassation	530
 Chapitre 2	
Tierce opposition	530
Section 1 Notion	530
Section 2 Objet	531
A. Principe	531
B. Exceptions	531
Section 3 Acte	532
A. Formes	532
B. Délais	532
Section 4 Recevabilité	532
A. Qualité	532
B. Intérêt	533
 Chapitre 3	
Requête civile	533
Section 1 Notion	533
Section 2 Conditions	534
A. Après expiration des délais de recours	534
B. Causes	534
Section 3 Acte	535

A. Forme	535
B. Délais	535
Section 4 Questions spéciales	536
A. Extension de la demande en cours d'instance	536
B. Appel	536
C. Exclusion de la requête civile, mais ouverture d'un pourvoi en cassation	536
 Chapitre 4	
Prise à partie	537
Section 1 Notion	537
Section 2 Conditions	537
A. Causes	537
B. Forme	538
C. Délais	538
Section 3 Question spéciale : voies de recours	539
 Chapitre 5	
Rétractation	539
Section 1 Notion	539
Section 2 Conditions	539
A. Forme	539
B. Délais	540
C. Effets	540
Section 3 Question spéciale : voies de recours	540